



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 29/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE**

Avenue Monseigneur Roméro  
37160 Descartes

Références : 2024 / 823  
Code AIOT : 0010013142

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE implanté Avenue Monseigneur Roméro 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DESCARTES BIOMASSE INDUSTRIE
- Avenue Monseigneur Roméro 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010013142
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	NC3 VI 21/09/2020 - Fonctionnement cheminée n°1	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Mesure NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	AST et QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
5	Assurance qualité mesure en continu QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
6	Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Chauffage de la ligne de prélèvement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
7	NC6 VI 21/09/2020 - Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
8	Assurance Qualité des AMS – QAL3 Procédure et fréquence	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
9	Assurance Qualité des analyseurs	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC2 visite du 21/09/2020- - Démarrage/arrêt	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.4 modifié	Susceptible de suites	Sans objet
10	NC5 VI 21/09/2020 - Conditions de respect des valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.4 modifié	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC2 visite du 21/09/2020- - Démarrage/arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.4 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établira un document, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, où sont déterminées les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission N°2012/249/UE au plus tard deux mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté le document "Détermination des OTNOC" (Other Than Normal Operating Conditions - conditions d'exploitation autres que normales) qui répond à la demande. La non-conformité est levée.</p> <p><b>Pas d'écarts constatés.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

/
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 :** NC3 VI 21/09/2020 - Fonctionnement cheminée n°1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Compte tenu de la faible durée de fonctionnement de la cheminée contenant le conduit N° 1 aucune mesure de surveillance n'est prévue sur celle-ci. Un relevé des heures de fonctionnement de cette cheminée sera réalisé par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat précédent :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que la cheminée, contenant le conduit N° 1, est utilisée uniquement à titre transitoire (96 h par an maximum) en cas d'indisponibilité de la chaudière ou d'enlèvement de vapeur insuffisant de la société PAPETERIES PALM S.A.S.</p> <p>Constat au 30/05/2024 :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les contacts d'ouverture ou fermeture du mécanisme (diverter) orientant notamment les fumées vers le conduit n°1 ont été remplacés et que la programmation dans le logiciel de gestion de la chaufferie reste à modifier.</p> <p><b>Les actions correctives permettant de démontrer que la cheminée, contenant le conduit N° 1, est utilisée uniquement à titre transitoire (96 h par an maximum) en cas d'indisponibilité de la chaudière ou d'enlèvement de vapeur insuffisant de la société PAPETERIES PALM S.A.S. ne sont pas finalisées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 3 : Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Mesure NOx**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat précédent : Le convertisseur de NO<sub>2</sub> en NO n'est pas inclus dans le certificat QAL1 (Sira MC040033/05 du 24 février 2014).</p> <p>Constat au 30/05/2024 : L'exploitant a indiqué avoir interrogé le prestataire en charge de l'entretien de la baie d'analyse, la société SOLSTICE, mais n'est pas en mesure de fournir en séance les éléments de réponses. La non-conformité est maintenue.</p> <p><b>Le convertisseur de NO<sub>2</sub> en NO n'est pas inclus dans le certificat QAL1 (Sira MC040033/05 du 24 février 2014).</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 4 : AST et QAL2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 30/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

[...]

**Constats :**

Précisions concernant la fréquence de réalisation des procédures QAL2 et AST au vu des normes précitées :

- le QAL2 est à mettre en œuvre :
  - à fréquence régulière à minima tous les 5 ans
  - dans les 6 mois suivant un échec à l'AST ou un nombre défini de dépassements du domaine d'étalonnage valide.

- l'AST est à réaliser annuellement entre deux QAL2.

Constat au 30/05/2024 :

La vérification des séquences AST et QAL2, réalisée par sondage, concerne uniquement le mode de fonctionnement « Air frais » (chaudière seule ; également appelé mode AA « Air Ambiant ») :

- 2021 - du 15 au 17/09 - réalisation d'un QAL2 : Test de variabilité non conforme pour les NOx ;
- 2022 : AST non réalisé ;
- 2023 - le 26/04 - réalisation d'un AST : Test de variabilité et test de justesse non conformes pour le débit et test de justesse non conforme pour l'O<sub>2</sub>
- 2023 - du 26 au 28/04 - réalisation d'un QAL2 pour les NOx et l'O<sub>2</sub> : résultats conformes pour ces deux paramètres néanmoins le paramètre « débit » en échec lors de l'AST précédent n'a pas fait l'objet d'un QAL2 dans le délai de 6 mois.
- 2024 : l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un QAL2 fin octobre et être en attente du rapport d'intervention.

**L'exploitant ne fait pas réaliser l'AST à la fréquence prescrite (annuellement entre 2 QAL2).**

**Le paramètre « débit » en échec lors de l'AST réalisé le 26/04/2023 n'a pas fait l'objet d'un QAL2 dans le délai réglementaire de 6 mois.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 5 : Assurance qualité mesure en continu QAL2**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Assurance qualité mesure en continu
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils de mesure [...] sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat précédent : L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les coefficients des droites d'étalonnage du QAL2 dans le système d'acquisition de l'analyseur en ligne.</p> <p>Constat au 30/05/2024 : L'exploitant a indiqué que le logiciel DATAPARC, prévu d'être mis en place en novembre 2024, permettra de répondre à cette prescription. La non-conformité est maintenue.</p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer les coefficients des droites d'étalonnage du QAL2 dans le système d'acquisition de l'analyseur en ligne.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : Assurance Qualité des AMS – QAL1 - Chauffage de la ligne de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques



<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat précédent : L'exploitant ne s'assure pas que la ligne de prélèvement du système de surveillance en continu des émissions est chauffée.</p> <p>Constat au 30/05/2024 : L'exploitant indique qu'un contrôle visuel périodique est mis en place afin de vérifier que la ligne de prélèvement est chauffée. Ce contrôle visuel n'étant pas tracé dans le suivi des opérations de maintenance, il ne peut être justifié. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'automatisation de ce contrôle, avec alarme, est en étude.</p> <p><b>Le contrôle périodique que la ligne de prélèvement du système de surveillance en continu des émissions est chauffée n'est pas tracé dans le suivi des opérations de maintenance.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 7 : NC6 VI 21/09/2020 - Assurance Qualité des AMS – QAL2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.

**Constats :**

Constat précédent :

L'exploitant n'effectue pas la procédure QAL2 sur l'ensemble des paramètres pour le mode post-combustion. L'exploitant n'a pas mis en œuvre d'actions correctives suite aux tests de variabilité non conformes des procédures QAL2 en mode air frais et post-combustion. La durée entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2 est inférieure à une heure. Le paramètre « pression », pour lequel une surveillance en continu est prescrite, n'a pas fait l'objet de la procédure QAL2. L'exploitant doit justifier si les capteurs des paramètres périphériques sont mesurés au point d'analyse des gaz.

Constat au 30/05/2024 :

L'exploitation des derniers rapports relatifs à la procédure QAL2 montre :

1) Rapport QAL2 en mode Air frais (chaudière seule), 100076986-001-1 - Version 1, du 20/02/2024

Organisme : APAVE ; Dates d'intervention : 26 au 28/04/2023

Paramètres ayant fait l'objet de cette procédure QAL2 : NO<sub>x</sub> et O<sub>2</sub> ; les tests de variabilité sont conformes.

2) Rapport QAL2 en mode Post-combustion (chaudière+turbine), 21444597-1 - Version 1, du 21/03/2022

Organisme : APAVE ; Dates d'intervention : 16 au 18/11/2021

Paramètres ayant fait l'objet de cette procédure QAL2 :

- débit : les tests de variabilité sont non-conformes ;

- humidité et O<sub>2</sub> : les tests de variabilité sont conformes.

Les autres paramètres ont fait l'objet d'un QAL2 du 19 au 22 mars 2018 mais pas depuis cette date : la fréquence de réalisation du QAL2 pour les paramètres NO<sub>x</sub> et CO n'est pas respectée (à minima tous les 5 ans).

3) L'intervalle de temps entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2, pour chacun des deux modes, est inférieur à une heure.

4) Constat précédent : Il n'y a pas de droite d'étalonnage pour le paramètre « pression » dans les rapports QAL2, pour lequel une surveillance en continu est prescrite. Néanmoins l'exploitant assure l'étalonnage des capteurs de pression. Vérification de l'étalonnage des capteurs de pression effectuée par EMERSON le 05/10/2021 des capteurs DPTE 25A et DPTE 25B.

L'analyse des gaz étant effectuée sur gaz secs, l'exploitant doit justifier que les paramètres périphériques sont mesurés au niveau de l'analyseur (après séchage des gaz) afin de les prendre en compte pour la conversion aux conditions normales de température et de pression.

Ce point n'a pas été abordé lors de cette visite d'inspection. La demande est reconduite.

**Les tests de variabilité sont non-conformes concernant le paramètre « débit » pour le mode PC.**

**La fréquence de réalisation du QAL2 pour les paramètres NO<sub>x</sub> et CO n'est pas respectée (à**

<p>minima tous les 5 ans) pour le mode PC.</p> <p>L'intervalle de temps entre chaque essai de mesure de la procédure QAL2, pour chacun des deux modes, est inférieur à une heure.</p> <p>L'analyse des gaz étant effectuée sur gaz secs, l'exploitant doit justifier que les paramètres périphériques sont mesurés au niveau de l'analyseur (après séchage des gaz) afin de les prendre en compte pour la conversion aux conditions normales de température et de pression.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 8 : Assurance Qualité des AMS – QAL3 Procédure et fréquence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat précédent :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3. L'intervalle entre deux QAL3 est supérieur à la durée de maintenance de 4 semaines mentionnées dans le QAL1.</p> <p>Constat au 30/05/2024 :</p> <p>La procédure QAL3 a été réalisée le 30/11/2023, le 20/03/2024 et le 14/05/2024. L'intervalle entre deux QAL3 est supérieur à la durée de maintenance de 4 semaines mentionnées dans le QAL1.</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments relatifs aux deux dernières interventions QAL3 et à la maintenance des équipements.</p> <p>La procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3 n'a pas été consultée. Cette procédure doit décrire les matériels et matériaux de référence utilisés, la périodicité des mesurages, les règles de décision en vue d'une maintenance ou d'un ajustage, les actions à mener en cas de dérive des mesures, la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un</p>

autre.
<p>L'intervalle de temps entre deux QAL3 est supérieur à la fréquence de maintenance préconisée dans le QAL1 (4 semaines).</p> <p>L'exploitant doit justifier qu'il dispose de la procédure précisant la manière d'effectuer le QAL3.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 9 : Assurance Qualité des analyseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au vu des écarts constatés lors la vérification des procédures QAL1, QAL2, QAL3 et de l'AST dans les points précédents, il apparaît que les appareils de mesure en continu ne sont pas exploités selon les normes mentionnées à l'article 31 de l'AM du 03/08/2018.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 10 :** NC5 VI 21/09/2020 - Conditions de respect des valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2017, article 3.2.4 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conditions de respect des VLE            Dans le cas d'une surveillance en continu les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté</li> <li>• aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse les valeurs limites fixées par le présent arrêté,</li> <li>• 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limite d'émission.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a finalisé son fichier permettant de vérifier le respect des valeurs limites d'émission selon les conditions fixées dans l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel.            Le respect des valeurs limites d'émission a été vérifié pour les années 2023 et 2024 : pas d'écarts constatés au vu des moyennes annuelles, mensuelles et journalières consultables via le fichier de suivi de l'exploitant. La non-conformité est levée.</p> <p><b>Pas d'écarts constatés.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite